

LA VOIE SALUTAIRE DE LA RÉFORME RESPONSABLE

« Europe, grand cimetière où ne dorment que des conquérants morts et dont la tristesse devient plus profonde en se parant de leurs noms illustres, tu ne laisses autour de moi qu'un horizon nu et le miroir qu'apporte le désespoir, vieux maître de la solitude ». Ce grand cimetière évoqué par André Malraux l'est-il resté ? Cette Europe que l'on dit trop grande pour être unie n'est-elle pas surtout trop petite pour être divisée ? Fait-elle encore rêver cette terre ensemencée par l'histoire ? Force est de reconnaître, et c'est bien là l'étrange paradoxe, que ses « faiblesses » font encore rêver une majorité d'Ukrainiens et nombre de Turcs attachés à la démocratie. Pour autant, ne nous leurrions pas, l'Europe vacille sur ses bases, tant les vents du siècle sont puissants, insensibles aux équilibres passés. Le premier pilier à vaciller est celui de la démographie. Demain, en 2050, nous ne pèserons guère que 6 % de la population mondiale. Or, qu'on le veuille ou non, cette image fait du Continent un espace vieillissant, méfiant devant la vie, réticent à en affronter les risques. On a des enfants quand on ne doute pas de leur avenir. Pour croître, il faut croire. Les Européens croient-ils ? Nous ne croyons, en fait, qu'à nos craintes. Nouvel aspect, aspect redoutable, du « mal européen ». Le second pilier qui tanguerait dangereusement conduit à la division de nos troupes sur le front de la croissance et de l'emploi. Division entre nos peuples et ses élites « bruxelloises », préjudiciable à l'avenir même de l'Union. Division entre une Europe du Nord studieuse et conquérante, et une Europe du sud trop souvent prodigue. Vieille antienne qui prend racine peu après l'an 1600, quand le centre de l'Occident, par une sorte de grand mouvement de géologie historique, glisse de la Méditerranée vers la mer du Nord. Division, enfin, entre une France souffreteuse à force d'hésiter, et une Allemagne conquérante à force de se réformer.

lucidité et courage le siècle qui s'annonce et son cortège d'incontournables réformes.

I. LES FRUITS DE LA RIGUEUR

Au reste, une lueur s'est rallumée sur le Vieux Continent. La reprise se dessine, enfin, après deux ans de repli. Surtout, la satisfaction est à l'ordre du jour, car « l'arbre » de la rigueur semble produire un peu partout en Europe, de nombreux fruits. Bien sûr, Chypre est en récession, mais c'est le seul pays de la zone à l'être. La Grèce, malgré de graves déconvenues, se trouve désormais en excédent primaire ⁽¹⁾, l'Espagne renoue avec l'énergie, l'imagination, la « foi » dans son commerce, le Portugal volera sans doute de ses propres ailes à la fin du premier semestre 2014, quittant ainsi le joug de la « troïka ». Quant au Royaume-Uni, il persiste et signe : le Parlement devrait prochainement voter une charte symbolique de responsabilité fiscale visant à plafonner les dépenses globales de l'État providence. À cet égard, il faut se féliciter que l'exemple britannique fasse quelques émules au pays de Colbert. Thierry Mandon ⁽²⁾ vient ainsi de le confirmer : « le gouvernement prône une méthode qui vise à collaborer avec les entreprises (...). Pour nous, le chantier de la simplification est primordial, et le modèle clairement assumé est celui du Royaume-Uni ». Un modèle assez enviable, il est vrai, avec une croissance annoncée « pimpante » en 2014, un équilibre budgétaire espéré en 2018 et un chômage, dès 2015, revu à la baisse sous la barre des 7 % ! Mais un modèle qui délivre un discours d'austérité malgré une croissance retrouvée. C'est là, sans doute, l'hommage de George Osborne, le Chancelier de l'Échiquier, à cette célébrisime fable, parue en mars 1688, dédiée au Dauphin, et qui fait la part belle à... la fourmi.

Au grand dam des avocats de la relance budgétaire, la démarche suivie par la « fourmi » est exemplaire. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner la situation de l'Irlande qui va recouvrer son indépendance financière après trois années de purge. Dublin a, en

⁽¹⁾ Hors paiement des intérêts de la dette

⁽²⁾ Député PS de l'Essonne

l'espace de trois ans, effacer son déficit, passé de 32 % du PIB en 2010 à 7,3 % en 2013. Le chômage reste encore élevé, mais il est à son plus bas niveau depuis 2009. Bref, sous l'effet des plans d'austérité, le pays a redressé ses finances publiques et retrouvé la confiance des investisseurs. C'est une leçon pour tous ceux qui doutent des bienfaits d'une politique de l'offre, et un espoir pour tous ceux qui se sont engagés dans cette voie, socialement escarpée, mais ô combien nécessaire au maintien de la compétitivité. L'occasion de souligner les efforts entrepris par les Vingt-huit afin d'établir des règles communes, s'agissant de l'union bancaire. Efforts qui ont accouché d'un accord que certains qualifieront de « complexe », laissant aux partisans de l'Union, le soin d'évoquer un salutaire « saut fédéral ». En vérité, cet accord reste un compromis, une étape dans la mise en place de cette union, mais une étape utile, qui fortifie le projet européen et l'ambition qu'il sous-tend.

II. UNE CHOSE DITE DOIT ÊTRE UNE CHOSE FAITE

L'ambition, c'est sans doute le fil directeur de tous ceux qui ont œuvré pour trouver un juste et solide compromis pour réformer notre système de formation. Est-il parfait ? Non. Répond-il aux besoins des salariés, tout en préservant la compétitivité des entreprises ? La réponse est oui. Et ce « oui » est une heureuse nouvelle pour les premiers qui disposeront d'un compte personnel de formation, et un bel accord pour les secondes, qu'elles soient petites ou moyennes, souvent confrontées à un système complexe et contraignant. Il faut maintenant espérer que le projet de loi qui sera présenté le 22 janvier en Conseil des ministres, soit fidèle à l'accord et ne soit pas ensuite « dénaturé » par une fraction du parlement, rétive, par essence, à tout partage de la souveraineté. Il serait dommageable pour le dialogue social que cet édifice qui s'appuie sur des acteurs responsables soit altéré au cours de débats, dont personne ne méconnaît la légitimité. Y aurait-il, en ce début d'année 2014, plus belle image que celle d'élus, main dans la main avec les partenaires sociaux, pour développer les compétences et les qualifications des salariés ?

Cette réforme responsable est aussi et peut-être surtout un signal fort adressé à ceux qui nous gouvernent. Il faut, c'est une absolue nécessité, qu'ils suivent avec courage et lucidité, cette voie de la réforme responsable. Le Chef de l'État vient, à cet égard, d'évoquer un « pacte de responsabilité » avec les entreprises. Il est fondé, dit-il, « sur un principe simple : moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et en contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social ». Comment pourrait-on ne pas souscrire à de tels propos, alors même que nos entreprises ont les marges les plus

faibles de la zone euro ? Bien sûr, les entreprises sont en première ligne pour gagner la bataille de l'emploi et de la croissance. Bien sûr, il faut les aider, par tous les moyens possibles, à préserver leur compétitivité. Bien sûr, une politique de l'offre doit être assumée pour y parvenir, mais par-dessus tout, et ce n'est offenser personne que de le rappeler : une chose dite doit être une chose faite. Il faut donc s'interroger sur nos faiblesses, et prendre très vite les mesures utiles pour les corriger. La faible rentabilité des entreprises, leur fort endettement, qui « pèse » sur l'investissement, et la rigidité des salaires dresse un assez sombre panorama de notre économie qui doit retrouver au plus vite ses ressorts, sans lesquels, la France, dans son entier, déclinera inexorablement.

Au reste, il ne faut guère se faire d'illusion, la reprise sera poussive : l'INSEE prévoit ainsi une croissance de 0,4 % au quatrième trimestre 2013, mais de seulement 0,2 sur les trois premiers mois de 2014, et de 0,2 % au second trimestre. Très insuffisant pour faire reculer le chômage, relancer la croissance et redonner confiance aux chefs d'entreprise dont le moral évolue de façon préoccupante depuis plusieurs mois. Bref, et personne ne le conteste, des choses ont été dites par le pouvoir sur la fiscalité, la compétitivité, le financement de la protection sociale, la dépense publique et la confiance. Des choses qui vont dans le bon sens. Reste cependant à donner vie à ces choses. Un « petit détail » qui n'en est pas un dans un pays comme le nôtre, tant les conservatismes sont « enkystés » dans notre société. Nous éprouvons encore les plus grandes difficultés à comprendre les ressorts d'une économie compétitive qui privilégie le risque et l'innovation sur les sécurités collectives. Dans cet univers fermé qui tue à petit feu l'esprit d'entreprise, la dépense publique n'est toujours pas maîtrisée, atteignant 57 % du PIB ! Le gouvernement s'est engagé à faire 13 milliards d'économie en 2014, puis 15 en 2015. Comment ? Faut-il rappeler, en dépit de toutes les promesses, que les effectifs de la fonction publique ont, une fois de plus, augmenté. En 2012, l'INSEE a dénombré 5 374 600 agents titulaires ou non, au service de l'État, des hôpitaux, des collectivités territoriales, soit 16 600 agents de plus ! ⁽³⁾. C'est dire que la machine s'emballerait dangereusement et continuerait à s'emballer aussi longtemps que les réformes de structure ne seront pas engagées. L'objectif est clair : inventer un État moderne à l'heure de la mondialisation. Faire mieux avec moins, définir des priorités de la dépense publique, déterminer les secteurs dans lesquels on souhaite la préserver, et ceux où l'État doit réduire son périmètre d'intervention. Ce travail n'est pas fait, car l'on redoute de s'attaquer ainsi au nœud gordien. Et pourtant, rien n'est plus urgent que de restructurer notre dépense publique afin de la rendre plus efficace.

⁽³⁾ +0,3 % par rapport à 2011

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr